

Pourquoi les Suisses votent-ils UDC?

**Le point de la situation politique à l'occasion du
23^e congrès de l'Albisgüetli de l'Union démocratique du centre
du canton de Zurich à la maison de la société de tir
de Albisgüetli à Zürich**

par Christoph Blocher, Herrliberg

Vendredi, 21 janvier 2011 à la
maison de la société de tir de l'Albisgüetli

Les versions orales et écrites du discours font foi. L'orateur se réserve le droit de s'écarter fortement du manuscrit.

Table des matières

Pourquoi les Suisses votent-ils UDC?

I. Salutations à l'adresse de la Présidente de la Confédération	4
II. Gardez vous des médias!	4
III. "Au secours! La Suisse est sous pression"	6
IV. L'histoire de la Suisse est l'histoire de la jalousie des autres Etats des libertés suisses.....	8
V. Pression sur la Suisse et sur ses adeptes de l'alignement	12
VI. Les forces de la résistance	14
VII. La Suisse actuelle et l'UE	16
VIII. Etats banqueroutiers – Fonds monétaire international	22
IX. La Banque nationale	24
X. Que faut-il faire? Les Suisses votent UDC!.....	28

Monsieur le Président,
Madame la Présidente de la Confédération,
Monsieur le Conseiller fédéral,
Monsieur le Président de l'UDC Suisse,
Monsieur le Président du groupe parlementaire fédéral UDC,
Messieurs les Conseillers d'Etat des cantons de Zurich et de Zoug,
Madame l'ancienne Conseillère d'Etat, Messieurs les anciens conseillers d'Etat,
Monsieur le Conseiller aux Etats du canton de Glaris,
Monsieur l'ancien Conseiller aux Etats,
Mesdames et Messieurs les Conseillères nationales et Conseillers nationaux de
nombreux cantons suisses et en particulier Monsieur le Conseiller national Thomas
Müller, nouveau conseiller national UDC du canton de St-Gall,
Monsieur le Président du Grand Conseil du canton de Berne,
Mesdames et Messieurs les députés au Grand Conseil de nombreux cantons,
les Présidents de commune, les conseillères communales et conseillers communaux,
Mesdames et Messieurs les Juges fédéraux, Juges cantonaux, Juges de district,
Messieurs de Divisionnaires et Brigadiers,
Chers Membres, Amis et Hôtes de l'UDC du canton de Zurich
Mesdames et Messieurs,

I. Salutations à l'adresse de la Présidente de la Confédération

L'UDC du canton de Zurich vous a invitée, Madame la Présidente de la Confédération, à son congrès de l'Albisgüetli. Vous avez avec l'amabilité d'accepter cette invitation. Cette décision est tout à votre honneur. Vous avez ainsi montré que vous attachiez de l'importance au principe du congrès de l'Albisgüetli, donc à la culture du débat. Nous apprécions beaucoup ici à l'Albisgüetli **l'art du débat**. L'Albisgüetli affiche toujours complet quelques heures seulement après l'ouverture des inscriptions.

Et vous, Madame la Présidente de la Confédération, vous avez annoncé dans une lettre adressée à l'UDC du canton de Zurich que vous acceptiez **avec plaisir** son invitation¹. Nous le comprenons. Vous pouvez aujourd'hui prendre la parole devant un parti dont les opinions, les actes et le programme politique sont en parfait accord et dont les parlementaires – contrairement à ceux du PS – n'ont pas besoin de s'excuser pour leur propre programme.

II. Gardez vous des médias!

L'art du débat, des arguments et des contre-arguments, se perd. La Télévision suisse y renonce aussi avec son nouveau "concept de Weck" pour l'émission "Arena".

Mais, mais, mais, Cher Monsieur de Weck, Chère Télévision d'Etat, pourquoi cette peur devant les citoyens?

Bien sûr, nous savons que vous, Monsieur de Weck, appartenez au "Club helvétique" qui n'apprécie guère la démocratie directe et qui aimerait interdire les décisions populaires qui lui déplaisent. Mais il existe encore des êtres humains en dehors de votre "club". Les vrais démocrates, justement.

Et bien sûr nous savons aussi qu'en cette année électorale on cherche surtout à écarter l'UDC. Nous ne nous attendions pas à autre chose de la part d'un eurofanatique, d'un ennemi de la démocratie et d'une personne qui n'a que de la haine pour l'UDC. Vous pouvez être satisfait de votre nouveau chef de la radio et de la télévision, Rudolf Matter, qui a déjà annoncé qu'il ne fallait pas s'attendre – je cite - à des "propositions différenciées et visant des solutions de la part de l'UDC"².

Si effectivement l'émission "Arena" se déroule en cette année électorale sans discussion et sans réelle divergence d'opinion, alors nous devons nous préparer à une année hypocrite. Nous n'avons pas besoin d'une émission "Arena, heure de gloire de la philosophie", comme l'a si bien dit Toni Brunner, président de l'UDC Suisse. Ce simulacre d'harmonie, cette harmonie hypocrite et mensongère nuit à notre culture politique et n'apporte aucune solution valable.

¹ Lettre de la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey à l'UDC du canton de Zurich, 13.10.2010.

² "S'améliorer", dans: „NZZ am Sonntag“, 10.10.2010.

Nous ne pouvons accepter cela sans coup férir de la part notre télévision d'Etat.
Nous refusons de nous résigner.

J'appelle donc à ce que **nous organisions notre propre "Arena", avec d'authentiques duels verbaux entre des têtes politiques profilés provenant des divers partis. Entre gens qui se battent pour leurs opinions et qui ne se vautrent pas dans une harmonie poisseuse. Cette émission pourrait aussi avoir lieu tous les vendredis soir sur une chaîne de télévision privée captée dans toute la Suisse. Mais cela ne nous empêchera évidemment pas d'être gentils avec notre puissante télévision monopolistique et financée par des redevances obligatoires. Aussi, cette authentique émission "Arena" ne sera pas diffusée en même temps que l'original dégénéré aux meilleures heures d'écoute, donc entre 22.30 et 24.00 heures, mais bien entre 20.30 et 22.00 heures. Les téléspectateurs pourront donc passer leur pyjama avant de s'ennuyer devant l'Arena SSR.**

S'agissant des comptes rendus de la SSR et aussi des autres médias, nous sommes habitués depuis longtemps à pas mal de coups bas. Il y a deux mois, un chef d'entreprise membre du PRD, un homme respecté et très efficace dans sa branche, m'a annoncé que sa fille, membre de l'UDC, avait souhaité venir à la soirée de l'Albisgüetli. Mais malheureusement, cela ne serait pas possible à cette mère de quatre garçons, car une femme seule ne peut pas aller à cette manifestation, a-t-il ajouté. A noter qu'aujourd'hui cette femme est malheureusement veuve à la suite d'un tragique accident. Surpris, j'ai demandé à mon interlocuteur pourquoi à son avis une femme ne pouvait pas venir à notre assemblée. Parce que, m'a-t-il répondu, "l'ambiance y est trop souvent insupportable si j'en crois les médias".

Les médias ont donc décrit le congrès de l'Albusgüetli comme un véritable enfer. Il va de soi que j'ai immédiatement invité cette dame qui est ce soir parmi nous. Je lui souhaite une cordiale bienvenue!

Un autre exemple nous a été fourni par notre bonne radio DRS. La publication allemande "Die Zeit", qui propose chaque semaine une page suisse éditée par des journalistes de gauche, a publié une interview avec le président des pays de la zone euro, le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker. Ce dernier y a présenté fort ouvertement ce que pense l'Empire UE du petit Etat indépendant, démocratique, stable, pacifique et neutre qu'est la Suisse. **La Suisse, a dit M. Juncker, n'est pas un "projet d'avenir"**. Ce qui signifie sans doute a contrario que les Etats pratiquant l'euro, donc la monnaie de M. Juncker, sont, eux, un "projet d'avenir"!

Et M. Juncker de poursuivre: **"C'est et cela restera un non-sens géostratégique, cette tâche blanche"** – il parlait de la Suisse, bien sûr – **"que nous avons sur la carte de l'Europe"**³. En commentant cette monstruosité sur Tele-Blocher, j'ai rappelé que la Suisse avait déjà entendu pareil langage dans son histoire. Hitler **parlait** lui aussi de cette manière de la Suisse.

³ "Die Zeit" no. 51, 16.12.2010, p. 14.

Plus tard j'ai rencontré Jean-Paul Juncker pour un débat dans le Schauspielhaus qui affichait complet ce soir-là. Le lendemain, les radios DRS 1 et DRS 4 News¹ ont annoncé ce qui suit: cette controverse partait d'une déclaration de Juncker selon lequel **l'UE estime que la non-appartenance de la Suisse à l'UE avait peu de sens d'un point de vue géostratégique. Le "non-sens" a été discrètement transformé en "peu de sens"**. Suite du reportage DRS 1: Blocher a répondu qu'il s'agissait de "déclarations rappelant l'époque d'Hitler".

La chose m'a été rapportée par des auditeurs indignés qui avaient assisté la veille à la manifestation. Et de me conseiller de déposer plainte.

Mais, chat écaudé craint l'eau froide! Une récente plainte déposée contre la télévision alémanique, dont l'émission "Club" avait, après le succès de l'initiative sur le renvoi, invité cinq adversaires de l'initiative et un seul partisan, a été rejetée⁴. L'autorité d'examen des plaintes a en effet estimé que la composition de la table ronde était **"équilibrée"**.

III. "Au secours! La Suisse est sous pression"

Mesdames et Messieurs, la réaction des partisans de l'UE, donc aussi de la Suisse officielle, à la déclaration monstrueuse de M. Juncker était très intéressante. Pas la moindre critique à l'égard de la remarque impérialiste d'un fonctionnaire UE. En revanche, ma comparaison avec le Troisième Reich a été immédiatement reprise. Ainsi, le philosophe de l'adhésion à l'UE, Georg Kohler a affirmé: "Nous n'avons pas le droit de faire des comparaisons pareilles. Car finalement nous dépendons de l'UE."⁵ Toute la Berne fédérale est restée silencieuse face à Juncker.

Mesdames et Messieurs, comment d'autres Etats réagissent-ils face à de pareilles attaques? En septembre 2010, le sénateur français et président de la ville de Compiègne, Philippe Marini, de l'UMP, donc le parti du président Sarkozy, a dit ce qui suit sur le petit Etat luxembourgeois: "J'aurais préféré effectivement qu'en 1867 à Compiègne Napoléon III et Bismarck aient eu un entretien qui débouche autrement et que Luxembourg n'existe pas."⁶

En d'autres termes, **le Luxembourg est une erreur de l'histoire.**

Mesdames et Messieurs, que s'est-il passé au Luxembourg – contrairement à la réaction de la Suisse? Soutenue par les médias, la population luxembourgeoise a lancé un cri d'indignation au point que le premier-ministre français François Fillon a dû s'excuser auprès de son collègue luxembourgeois Jean-Claude Juncker. Idem pour le parlementaire Marini.

¹ DRS 4 a été la seule radio à recevoir l'autorisation de l'organisation d'enregistrer tout le débat.

⁴ Emission „Club“, SF 1, 30.11.2010.

⁵ „Sonntagsblick“, 2.1.2011

⁶ France Culture, 19.9.2010.

La classe politique suisse, y compris le Conseil fédéral, ainsi que nos médias alignés auraient beaucoup à apprendre du peuple luxembourgeois sur ce point.

En revanche on nous sert quasiment tous les jours les lamentations du Palais, fédéral, de l'administration fédérale, du Conseil fédéral et des Parlementaires: "**La Suisse est sous pression**", "**L'UE exige**", "**L'UE menace**", "**L'UE pose un ultimatum**", pleure-t-on.

Mesdames et Messieurs, c'est un fait. L'UE durcit le ton face à la Suisse. Rappelons que l'ancien ministre des finances allemand Peer Steinbrück parlait déjà **de dépêcher la cavalerie en Suisse** alors que le président de l'époque du parti socialiste allemand, Franz Müntefering, **regrettait qu'on ne puisse plus, comme autrefois, envoyer l'armée dans ces cas.**¹

Ces déclarations sont certes grossières, prétentieuses et même menaçantes, mais, Mesdames et Messieurs, elles ne sont pas nouvelles, beaucoup s'en faut. **Les pressions extérieures sont une situation normale dans l'histoire de notre pays.**

Toutes ces menaces et tentatives de pression ont déjà existé. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Il s'agit toujours des attaques bien connues contre la **liberté de la Suisse.**

Voilà pourquoi la Suisse a toujours dû reconquérir sa liberté – **tant sa liberté intérieure que sa liberté à l'égard des puissances étrangères.** Les deux aspects sont importants. L'un n'existe pas sans l'autre. Voilà pourquoi **l'UDC se bat sans relâche pour un régime libéral à l'intérieur et pour la liberté du pays face aux puissances étrangères.**

Malheureusement l'UDC est actuellement le seul parti de Suisse qui s'engage sans compter pour ces deux libertés.

Mesdames et Messieurs, celles et ceux qui connaissent l'histoire suisse le savent bien: chaque insulte, chaque menace, chaque chantage, chaque chicanerie, chaque tentation, chaque séduction a déjà existé. **Il n'y a rien de nouveau sous le soleil.** Tout a déjà existé!

Les époques où l'on pouvait se laisser vivre tranquillement en profitant de la liberté ont été rares dans l'histoire de notre pays. Les menaces contre la liberté de la Suisse, surtout de la part d'Etats européens, sont une constante de l'histoire suisse.

La **motivation** de ces menaces portées contre notre liberté était toujours évidente aussi. Jusqu'à ce jour, ces motivations sont au nombre de deux:

Notre liberté rayonne au-delà des frontières de la Suisse et devient donc un péril pour les gouvernants des pays non libres. **La liberté s'infiltré – elle doit donc être éradiquée.** La liberté suscite de l'admiration, mais aussi de la jalousie.

¹ Zoff in der grossen Koalition: Und sie verhauen sich munter weiter. dans: „Stern“, 25.3.2009.

Les Nations libérales sont généralement riches. Et la principale motivation des pressions exercées de l'extérieur était et sera toujours l'argent, l'argent, l'argent.

Les gouvernements étrangers, qui accordent moins de liberté à leurs citoyens et qui s'enfoncent dans les dettes, se sentent mis au défi, se sentent menacés par leurs propres citoyens. Voilà pourquoi ces gouvernements exigent de leur voisin libéral, la Suisse, qu'il réduise la liberté chez lui – concrètement, hausse des impôts suppression du secret protégeant les clients des banques, démantèlement de la démocratie, lois restrictives et, bien sûr, de l'argent, de l'argent, de l'argent. De l'argent sous des beaux titres comme les paiements de cohésion, les crédits FMI pour la stabilisation, les programmes de soutien, les achats de soutien par la Banque nationale suisse, etc.

IV. L'histoire de la Suisse est l'histoire de la jalousie des autres Etats des libertés suisses

L'histoire récente de la Suisse est l'histoire de la jalousie des autres Etats des libertés suisses. C'est donc une histoire marquée par des tentatives d'influence et d'intégration.

On parle d'harmonie et de solidarité, mais on pratique **l'égalitarisme et l'alignement sur des systèmes moins libéraux**. Nous devrions être solidaires avec des pays moins libéraux que le nôtre en restreignant notre liberté et en prenant comme ligne directrice la **non-liberté**.

Voyons l'histoire de la Suisse, mais sans nous arrêter sur des épisodes glorieux comme les batailles de Morgarten, de Sempach, de Näfels, les guerres contre les Bourguignons et la guerre des Souabes. Considérons l'histoire récente du 19^e et du 20^e siècle.

En 1798, la **France** a envahi la Suisse sous le prétexte des beaux principes de **fraternité, d'égalité et de liberté**. L'Ancien Régime ne s'étant guère intéressée à la liberté intérieure de son peuple, les Français n'ont eu aucun mal à occuper le territoire suisse.

Lorsqu'ils ont quitté la Suisse après quelques années, ils n'ont pas oublié d'emporter le trésor public, donc de l'or, de l'or et encore de l'or.

Si on dit argent, argent, argent aujourd'hui, on disait or, or, or autrefois. (Mais comme notre Banque nationale a déjà vendu son or et l'a converti en euros, les Etats UE ne veulent pas de l'or, mais de l'argent!)

Lorsque l'empire de Napoléon – il en avait un, lui aussi – s'est effondré, le **Prince Metternich** a réorganisé l'Europe au Congrès de Vienne. **L'Europe devait être gouvernée par des monarchies absolues. Le pouvoir par la grâce de Dieu à la place de la liberté et des droits populaires**. Voilà la devise. Les monarchies d'Autriche, de Prusse, de Russie et, dès 1818, de France formaient la **Sainte Alliance**. Elles ont dicté leur régime en Europe et, si nécessaire, faisaient intervenir

leurs troupes. **Les mouvements de citoyens libéraux furent écrasés dans le sang.** Voilà un bel exemple d'harmonisation dans la servitude!

Une fois de plus, la Suisse – là déjà tâche blanche sur la carte européenne – faisait obstacle d'un point de vue géostratégique. En 1815 non plus la Suisse ne convenait pas à l'Europe. Régulièrement elle recevait des instructions de l'extérieur sur la manière d'organiser sa liberté intérieure.

Ces immixtions rappellent fortement celles de l'UE actuelle qui entend régler notre fiscalité et notre protection de la sphère privée et nous imposer son droit. Je vous le disais: on a déjà vu tout ça!

La Suisse pratiquant des règles plus libérales que l'étranger, elle était autrefois aussi en permanence dans le collimateur des nations étrangères. **En 1823 elle a par exemple dû introduire sur la pression des monarchies européennes un dispositif de surveillance de la presse.**

Mais grâce aux cantons rebelles, qui défendaient la liberté des citoyens, cette surveillance a été affaiblie. En 1929 déjà, la censure a été supprimée dans le canton de Zurich et l'accord de surveillance de la presse n'a pas été renouvelé.⁷

A cette époque déjà, **la Suisse faisait l'objet de mesures de rétorsion douanières, de menaces économiques et d'attaques verbales.**

L'objectif était toujours le même: **intimider la Suisse et la mettre sous pression.**

Des libéraux – je pense aux libéraux dans le sens économique et non pas aux socialistes de tout bord et aux gens sans conviction qui se nomment libéraux – donc des citoyens aux convictions libérales et républicaines de toute l'Europe se sont réfugiés en Suisse dans le courant du 19^e siècle. D'où des pressions supplémentaires sur notre pays. Mais chez nous ces libéraux pouvaient parler et écrire ce qui leur était interdit dans leurs pays d'origine. Je songe par exemple au combattant pour la liberté et actuel héros national Giuseppe Mazzini dont le nom orne aujourd'hui une place dans presque chaque ville italienne.

On nous a aussi régulièrement menacés de guerre. Les monarchies européennes – hormis la Suisse il n'y avait que cela dans l'Europe du 19^e siècle – appelaient la Suisse un "**foyer révolutionnaire**".

En 1846, soit deux ans avant la fondation de la Confédération suisse, le Prince Metternich relevait ce qui suit sur la Suisse dans un message d'instruction:

"L'image que la Suisse offre aujourd'hui est très sombre. C'est l'image d'un pays en dissolution avancée, d'une pourriture morale qui, en se répandant de plus en plus au sein du peuple, mine les fondements de l'Etat fédéral. Tout le bâtiment est vermoulu au point qu'il s'effondrera à la première secousse."⁸

⁷ Robert Baum: Die Schweiz unter dem Pressekonkklusum, Diss., Zurich 1947, p. 30.

⁸ Arnold Winkler: Metternich und die Schweiz, dans: Zeitschrift für Schweizerische Geschichte, 1927, p. 60.

Voilà la version ampoulée du 19^e siècle de ce que Jean-Paul Juncker vient de déclarer prétentieusement en ce début du 21^e siècle: "Une adhésion à l'UE stabiliserait la Suisse."⁹

Ces quelques rappels historiques montrent bien que les **grands et les puissants de ce monde ne comprennent et n'admettent pas la présence d'un petit Etat indépendant**. Ils ne peuvent pas le comprendre, car ils ne savent réfléchir qu'en **termes de puissance** alors que, nous autres Suisses, nous réfléchissons en **termes de liberté**.

La fondation de l'Etat fédéral en 1848 a valu à la Suisse des menaces et des tentatives de chantage massives de la part des Etats étrangers: la France a envoyé deux régiments à la frontière; l'Italie a occupé le Tessin. Lorsque les Suisses – en tête desquels le fameux Ulrich Olchsenbein – s'entêtaient, l'étranger a dû accepter tout en prédisant une mort rapide de la démocratie helvétique.

Le fait est que la seule constitution ayant survécu de cette époque est la suisse, alors que toutes les autres ont disparu depuis belle lurette.

L'histoire nous en donne la preuve: **les systèmes non libres étaient vermoulus, mais non pas la libre Suisse.**

La pression sur la Suisse s'est encore accrue en 1871 avec la naissance de **l'Empire allemand**. Et comme toujours en pareille situation les élites du pays se demandaient s'il ne valait pas mieux adhérer.

Les arguments en faveur de l'adhésion avaient la même coloration qu'aujourd'hui: **enthousiasme pour tout ce qui est grand et nouveau, d'une part, peur de voir un petit Etat perdre du terrain, d'autre part.**

Une rétrospective historique nous permet de faire le constat suivant: **l'histoire du 19^e siècle était pour la Suisse un constant combat pour la liberté, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure. Et le 20^e siècle ne se présente pas autrement.**

Durant la Première Guerre mondiale (1914-1918) la Suisse a été critiquée pour sa passivité et sa tenue à l'écart. En Suisse alémanique surtout, on faisait preuve d'une grande admiration pour l'Empire allemand. L'adhésion à cette **grande puissance économique et militaire** était considérée comme une idée moderne. Ceux qui refusaient ce projet se faisaient traiter d'arriérés et d'isolationnistes.

Avant et durant la Deuxième Guerre mondiale **la pression de l'Allemagne et de l'Italie fut extrêmement forte. Une fois de plus il s'agissait du combat entre la liberté et la non-liberté.**

Et une fois de plus il y a eu des gens dans ce pays qui souhaitaient abandonner la liberté pour adhérer à quelque chose de grand, de nouveau.

⁹ Jean-Claude Juncker: „Ein EU-Beitritt würde die Schweiz stabilisieren“, dans: "Die Zeit", 16.12.2010.

Tout est reparti de plus belle après la Deuxième Guerre mondiale avec **l'ouverture de la guerre froide.**

La Suisse était doublement menacée: **en politique extérieur par la puissance militaire du Pacte de Varsovie, en politique intérieure par les sympathisants du socialisme et du marxisme.**

Le Parti socialiste suisse entretenait des contacts étroits avec l'Allemagne de l'Est communiste dont les militaires abattaient froidement les citoyens qui tentaient de passer la frontière pour rejoindre la liberté.

Des délégations du PS et des Etats communistes se rencontraient et échangeaient des salutations et baisers fraternels entre camarades.

A peine le Mur était-il tombé en 1989 que l'on croyait enfin pouvoir goûter à la paix en Suisse. Erreur! **C'est ce moment-là qu'a choisi ladite élite politique, scientifique, économique et culturelle suisse pour dénigrer son propre pays et son indépendance.** Une fois de plus on tentait de brader la liberté. **Et en 1992 on a voulu pousser le peuple suisse dans l'EEE, donc dans l'antichambre de l'UE.**

Comme d'habitude le peuple suisse fut abreuvé de menaces: **"Un refus de l'EEE déclencherait de fortes secousses économiques, sociales et politiques; il conduirait à un affaiblissement de l'économie nationale avec toute ses conséquences négatives pour l'emploi et les investissements."**¹⁰

Dans ses explications de vote du 6 décembre 1992, **le Conseil fédéral écrivait qu'il fallait "éviter le danger d'un isolement de la Suisse en Europe".**¹¹

Et le négociateur du Conseil fédéral, le secrétaire d'Etat Blankart menaçait: **"Après cinq années de marche solitaire en Europe nous supplierons pour des raisons économiques la CE de nous accueillir comme membre à n'importe quel prix."**¹²

Mesdames et Messieurs, vous le voyez bien: **le présent n'est autre chose qu'un prolongement de l'éternel combat entre la liberté et la non-liberté.**

Comme toujours dans notre histoire, **nous devons aujourd'hui également affronter des exigences et des prétentions** qui visent à limiter notre liberté.

La protection de la sphère privée étant une partie de notre liberté, le secret protégeant les clients des banques en est également un élément. **Aujourd'hui l'étranger nous demande de renoncer à cette protection ou de la relativiser.**

Notre liberté comprend aussi le droit de définir nous-mêmes notre régime fiscal. L'UE nous met sous pression et exige que nous adaptions notre fiscalité à la sienne.

¹⁰ Annonce de la Chambre suisse du commerce, Vorort, 1992.

¹¹ Votation populaire du 6 décembre 1992, explications du Conseil fédéral.

¹² Franz Blankart, secrétaire d'Etat dans "Die Weltwoche", 26.11.1992.

Le droit du peuple de définir ses lois est une partie très importante de notre liberté. Aujourd'hui Bruxelles exige de nous que nous discutons avec elle sur la manière d'adapter automatiquement nos lois à celles de l'UE.

L'histoire tourne en boucle et se répète sans fin: **la jalousie de la liberté qui ronge l'étranger, d'un côté, des Suisses qui, fatigués de leur liberté et manquant d'assurance, applaudissent des deux mains les pressions étrangères, de l'autre côté.**

Bien entendu, on ne demande jamais directement d'enchaîner les citoyens. On ne manque jamais de beaux prétextes. Monsieur Juncker, dans un élan de générosité, veut nous accueillir dans l'UE "**pour stabiliser la Suisse**".¹³ Pendant ce temps la Suisse paie des dizaines de milliards pour stabiliser les Etats euros de Monsieur Juncker.

Et sans cesse on nous parle **d'harmonisation, de solidarité, de communauté ayant les mêmes objectifs ou encore de communauté pour la paix.**

V. Pression sur la Suisse et sur ses adeptes de l'alignement

Si la pression de l'étranger sur la Suisse est une constante de l'histoire, il en existe encore une autre, bien regrettable celle-là: **il y a toujours eu et il y a toujours des gens dans notre pays qui s'empressent de céder aux pressions.**

Le Conseil fédéral, tous les autres partis, l'administration fédérale, une forte proportion d'universitaires, d'artistes et de prétendus scientifiques appartiennent malheureusement à cette catégorie de personnes.

Mesdames et Messieurs de l'UDC, il vous arrive sans doute parfois de vous sentir seuls à face à tous les autres. Je vous propose une consolation.

Dans son histoire, la Suisse n'a pas toujours opté immédiatement et héroïquement pour la liberté. **Il y a toujours eu – notamment dans les élites du pays – des gens qui se sont laissé aveugler, qui ont voulu abandonner leurs libertés au profit des grandes puissances européennes.** La liberté ne devait pas seulement être défendue contre des ennemis extérieurs, **mais aussi et surtout contre des ennemis intérieurs.**

Très souvent les adversaires de la liberté avaient l'avantage parce que présents dans les gouvernements. **Mais à la fin la victoire est toujours revenue à ceux qui s'engageaient pour une Suisse libre et libérale.**

¹³ "Die Zeit" du 16.12.2010

Mesdames et Messieurs, souvenez-vous du **28 novembre 2010**. L'UDC se battait alors seule contre tous. **Mais 53% du peuple ont voté pour l'initiative sur le renvoi.**

Mais vous ne devez pas oublier non plus que le combat entre la liberté et la non-liberté se poursuit et ne sera jamais terminé. **La déclaration impérialiste de Jean-Paul Juncker concernant la "tâche blanche suisse" sur la carte de l'Europe et le "non-sens géostratégique"** nous le rappelle et doit nous tenir en éveil.

Régulièrement on demande à la Suisse de s'adapter à des grands systèmes restreignant ou supprimant la liberté. On comprend que les milieux cédant volontiers à ces pressions se trouvent parmi les élites. **Lorsque la liberté du peuple est réduite, les gouvernants ont plus de pouvoir. Ils gagnent en importance, bénéficient de postes et d'autres avantages juteux et touchent de l'argent, toujours de l'argent.**

Il en était déjà ainsi lors de la Diète fédérale de 1823 (cet organe correspondait au Parlement fédéral d'aujourd'hui) qui a introduit la censure de la presse à la demande des grandes puissances. **Ce furent les cantons, institutions plus proches des citoyens, qui ont fini par la lever.** En 1847 il a même fallu une guerre civile – la Guerre du Sonderbund – pour imposer les principes de la liberté.

Durant la **guerre franco-allemande de 1871, pendant la Première et la Deuxième Guerre mondiale** on comptait surtout parmi les élites du pays de nombreux Suisses qui voulaient s'aligner, qui voulaient rejoindre autre chose. **Le Conseil fédéral a vacillé durant la Deuxième Guerre mondiale.** Il était plus près de l'alignement que de la résistance. Le Général Guisan a dû s'adresser directement au peuple pour assurer la résistance du pays contre un éventuel "anschluss" aux forces de l'Axe.

Lorsqu'après le Deuxième Guerre mondiale la Suisse subissait la menace militaire du Pacte de Varsovie, **les adeptes de l'alignement provenaient des rangs des sympathisants du socialisme et du marxisme.** Malheureusement on comptait parmi eux aussi de nombreux membres du Parti socialiste. Pendant que le PS pactisait avec le régime communiste, l'état-major général soviétique faisait imprimer des cartes de la Suisse au 50 000^e – mais ce n'était pas pour des raisons touristiques, à moins de confondre invasion et excursion.

Ce besoin de s'aligner et d'abandonner la liberté et l'indépendance de la Suisse était sans doute le plus manifeste en 1992 lorsqu'il s'agissait de l'adhésion à l'EEE. La totalité de l'élite politique, économique et universitaire – mis à part quelques prêcheurs isolés dans le désert – serrait les coudes pour pousser la Suisse dans l'EEE, puis dans l'UE.

Mais, Mesdames et Messieurs, **cette tentative aussi a échoué et c'est une grande consolation pour nous.**

Résister ou s'adapter, cette question de fond a toujours marqué les sept siècles de l'histoire suisse, également en 1992. **La Suisse, en l'occurrence le peuple et les deux tiers des cantons, a suivi l'UDC dans son refus et s'est décidée pour la liberté, donc pour la Suisse!**

VI. Les forces de la résistance

Mesdames et Messieurs, nous pouvons aujourd'hui constater avec gratitude que, jusqu'ici, **la victoire a souri aux combattants pour la liberté et non pas aux adeptes de l'alignement.** Du moins face aux principales attaques menées contre la Suisse. Mais nous savons aussi que ce combat est permanent et qu'il exige des sacrifices. Se battre pour la liberté, c'est supporter de nombreux inconvénients, subir des campagnes de dénigrement et des menaces, c'est risquer l'isolement. Il en est ainsi depuis 700 ans et cela n'a pas changé,

L'UDC est malheureusement le seul parti à s'engager sans réserve pour la liberté de la Suisse! Il est donc logique qu'elle soit diffamée.

Mais, Mesdames et Messieurs, une des particularités heureuses de l'histoire suisse est qu'il y a toujours eu des hommes d'Etat et des citoyens prenant le contrepied des adeptes de l'alignement. En des temps particulièrement difficiles il y a aussi eu des écrivains et des poètes à mettre courageusement leur art au service de la liberté. Et ce ne furent heureusement pas des moindres.

En 1871, lors que le désir de rejoindre l'Empire allemand était particulièrement manifeste chez de nombreux Suisses, **Gottfried Keller**, entre autres, s'y est opposé avec courage. **Greffier de la ville de Zurich, il a composé en 1871 un manifeste pour le jour du jeûne** dans lequel il exprimait sa crainte de voir sacrifiées la liberté et l'indépendance de la Suisse.

Gottfried Keller écrivait: "**Le principe républicain, qui depuis toujours a conditionné notre existence civique, semble aujourd'hui bien délaissé.**"

Et il accusait: "**Des voix souriantes, mais peu compétentes se font entendre: que peux-tu faire, petite peuple, avec ta liberté et ton autodétermination entre ces grands corps et destinées populaires?**"¹⁴

On songe forcément à la situation actuelle en lisant ces phrases..

Dans un article politique Gottfried Keller a répondu à la question de savoir si la Suisse appartenait à l'Empire allemand: "**Le caractère national de la Suisse n'est pas fait de quelques ancêtres, d'une légende ou de quelque chose de matériel; il est inspiré de l'amour de la liberté.**"¹⁵

Lorsqu'après avant et après la **Première Guerre mondiale** les mouvements de l'alignement reprenaient de plus belle, ce fut avant tout **Carl Spitteler qui s'opposait à cet enthousiasme irréfléchi en faveur de l'Empire allemand**, qui rappelait avec force les valeurs suisses de liberté et d'indépendance. Le futur Prix Nobel de littérature s'est exprimé clairement dans son fameux discours "**Les positions de la Suisse**" prononcé en décembre 1914:

¹⁴ Gottfried Keller, Mandat für den Bettag, 1871.

¹⁵ Cité d'après Gordon A. Craig: Geld und Geist, Zürich im Zeitalter des Liberalismus 1830–1869, Munich 1988, p. 235.

"Tous ceux qui habitent de l'autre côté de la frontière nationale sont nos voisins, et jusqu'à nouvel avis nos chers voisins. Tous ceux qui habitent de notre côté sont nos frères. La différence entre voisins et frères est énorme. Le meilleur des voisins peut être amené à tirer au canon sur nous alors que le frère se bat à notre côté." ¹⁶

Carl Spitteler mettait en garde devant les grandes puissances et devant une glorification excessive de l'Etat: **les Etats ne sont pas des "puissances sentimentales", mais des "puissances violentes"**, écrivait-il.

Puis il a encore dit ceci: **"En vérité, toute la sagesse de l'histoire du monde peut être résumée en cette unique phrase: chaque Etat vole autant qu'il peut."**

Il avait tellement raison. Les Etats se font voleurs. Ils achètent des données volées, donc deviennent receleurs, pour faire rentrer les impôts, font chanter les voisins pour leur extorquer de l'argent, exigent sous la menace des contributions à ladite cohésion, des crédits pour le FMI et j'en passe!

Mais par la suite aussi il y a eu et il y a toujours des écrivains et poètes défendant les libertés suisses – même si après la Deuxième Guerre mondiale un grand nombre d'écrivains et de plumitifs se sont laissé éblouir par la grandeur et la puissance. D'abord, ils avaient la nostalgie de l'empire socialiste, ensuite ils voulaient et veulent toujours fondre la Suisse dans ce bel et grandiose ensemble qu'est l'UE... Tout cela faisait très bien et surtout très progressiste. Mais il y a eu quelques exceptions de taille.

Par exemple **Niklaus Meienberg (1940–1993)** qui se considérait comme un homme de gauche, mais qui était un patriote. Lorsque Gerd Bucerius, éditeur de l'hebdomadaire allemand "Zeit", avait qualifié en 1990 le Liechtenstein et Monaco "d'éclats étatiques"¹⁷, Nikolaus Meienberg a réagi avec vigueur. Cette bruyante arrogance impérialiste le contraind, a-t-il écrit, **"de redevenir patriote, patriote suisse plus exactement, après une longue pause"**. Les boycotteurs culturels de la fête du 700^e anniversaire de la Confédération ont été qualifiés par Meienberg **"de bavards prétentieux et d'apôtres de la suppression"**. Un peu plus loin il a dit ce qui suit de la Suisse: **"Toutes les régions se portent mieux quand elles sont orientées vers Berne au lieu d'être orientées vers Rome, Berlin ou Paris (...) et Koller est moins nuisible que Kohl et notre système est finalement mieux contrôlable."**¹⁸

Et, bien sûr, **Friedrich Dürrenmatt (1921-1990)**, profond, puissant, au-dessus de la mêlée. Je me souviens de son discours intitulé **"La Suisse une prison"**¹⁹ où il représentait notre pays comme une prison. C'est vrai, la Suisse compte une

¹⁶ Carl Spitteler: Unser Schweizer Standpunkt, Rede vor der der Neuen Helvetischen Gesellschaft, 14 décembre 1914.

¹⁷ „Die Zeit“, 19.10.1990.

¹⁸ Niklaus Meienberg: Rettet die Schweiz – coûte que coûte!“, dans: „Die Weltwoche“, 10.1.1991.

¹⁹ Discours de Vaclav Havel, président de l'Etat tchèque, à la remise du Prix Gottlieb-Duttweiler le 22.11.1990 à Zürich.

multitude de restrictions à la liberté, et Friedrich Dürrenmatt en a dressé la liste avec délice (il avait raison: chaque Etat est toujours une sorte de prison, car il restreint toujours la liberté). Mais la Suisse, poursuivait Dürrenmatt, est **une prison particulière en ce sens que les gardiens et les prisonniers sont les mêmes personnes.**

La gauche de ce pays se réjouissait, bien entendu, et elle s'en réjouit encore aujourd'hui. Ces milieux sont toujours heureux d'entendre quelqu'un critiquer la Suisse et choquer la droite.

Mais malheureusement, ni la gauche, ni la droite n'ont lu la phrase finale – sinon la gauche eut été choquée et la droite aurait pu se réjouir, du moins celle qui avait encore une onze de patriotisme au début des années nonante.

Dürrenmatt conclut son histoire comme suit:

"Platon racontait à la fin de sa Politée qu'après la mort l'âme de chacun devait tirer au sort sa nouvelle vie. Par hasard, l'âme d'Ulysse a tiré le dernier lot et devait donc se présenter pour choisir. Mais comme toute ambition l'avait abandonnée en raison des peines vécues autrefois, elle a longtemps erré pour chercher la vie d'un homme retiré et serein. Elle a fini par en trouver une dont les autres n'avaient pas voulu. Et lorsqu'elle l'a découverte elle aurait dit qu'elle eût agit de même si elle avait tiré le premier lot, et qu'elle avait tiré ce lot avec joie. **Je suis certain qu'Ulysse a choisi le lot d'être Suisse**", a conclu Friedrich Dürrenmatt.

Puis il faut citer **Thomas Hürlimann**, cet homme courageux entre tous. En 1992 déjà il avait eu le courage de se prononcer contre l'adhésion de la Suisse à l'EEE. J'avais admiré comment il avait osé intervenir sur un podium en Allemagne, qui plus est en ma compagnie, moi qui n'était qu'un affreux populiste et l'incarnation du diable pour la classe politique.

Il a repris la parole récemment en disant: "Oui, nous sommes ainsi (il entendait par là les Suisses), des rebelles réactionnaires, des réactionnaires rebelles. Avant-hier les Habsbourg, hier l'église, aujourd'hui l'UE". Il tient en piètre estime les "bureaucrates staliniens de Bruxelles" et s'est écrié: **"Il est certain que nous ne voulons pas appartenir à un ensemble supranational qui fond les patries en lui. Jamais!"**

²⁰

VII. La Suisse actuelle et l'UE

Qu'en est-il aujourd'hui des **pressions étrangères** dirigées contre la Suisse? Qu'en est-il des tendances à **l'alignement**? Qu'en est-il de la **résistance** à ces pressions?

L'histoire se répète, malheureusement. "Il n'y a toujours rien de nouveau sous le soleil."²¹ "Tout cela a déjà existé."²²

²⁰ Im Innersten wild, schlau und böse, dans: „Die Weltwoche“, 16.12.2010.

²¹ Prêcheur 1,9: "Ce qui a été, sera de nouveau, et ce qui est arrivé, arrivera de nouveau: il n'y a rien de nouveau sous le soleil."

La pression est énorme, ne cesse-t-on de répéter au Palais fédéral en 2010. Il est question de "**coups de fouets**", de "**cavalerie**" marchant contre la Suisse, de la Suisse considérée comme un "**non-sens géostratégique**", de la **menace** que l'UE ne conclurait plus d'accords bilatéraux, de **l'obligation de reprendre le droit UE** et de bien d'autres choses. On parle, on bavarde, on chuchote, on écrit, on envoie des courriels.

Mais l'histoire ne se répète pas seulement par ces pressions exercées sur la Suisse. Les **adeptes de l'alignement** sont eux aussi fidèles au poste, comme si souvent dans l'histoire de notre pays. Déjà reprennent-ils les arguments et le langage des attaquants au lieu des contredire avec fermeté. **On radote à propos de constructions multilatérales, d'accords-cadres, de liens institutionnels et de bien d'autres projets aux noms prétentieux, mais en réalité on veut toujours la même chose: miner l'indépendance de la Suisse pour finalement la supprimer et pousser notre pays dans l'UE.**

Malheureusement, tous les partis suisses à l'exception de l'UDC veulent abandonner l'indépendance de leur pays. C'est vrai pour le PS, le PDC et le PRD.

Ils prêchent la résistance par devant et préparent l'alignement par derrière. L'administration fédérale est en première ligne: **son objectif est l'adhésion de la Suisse à l'UE!**

Ce constat vaut malheureusement aussi pour le Conseil fédéral. Bien sûr, on refuse de l'avouer parce que 2011 est une année électorale. Ainsi, Madame Leuthard aurait déclaré ce qui suit au congrès de la CSU allemande: "En raison de la faiblesse de l'euro, la Suisse ne déclenchera pas **pour le moment** de discussion sur d'adhésion à l'UE." ²³ Normal, car on sait très bien que **le peuple suisse tient à l'indépendance de son pays.** Tous les sondages, auxquels les autres partis ajoutent volontiers foi, l'affirment: 75% ne veulent pas que la Suisse adhère à l'UE, plus de 80% - un résultat exceptionnel, paraît-il – souhaitent maintenir la neutralité permanente.²⁴

La volonté de défendre les valeurs suisses se renforce, notamment chez les jeunes. Voilà pourquoi les adeptes de l'alignement cachent leurs véritables intentions. Ils parlent à l'inverse de leurs convictions. Au lieu d'évoquer l'objectif stratégique de l'adhésion à l'UE, on jacasse à propos de "**bilatéralisme**"²⁵, on parle d'une "**neutralité active**" et on fait semblant de prendre au sérieux la neutralité. Et, parallèlement, on envoie des troupes à l'étranger, on veut faire entrer la Suisse dans le Conseil de sécurité qui décide de la paix et de la guerre, on se mêle des affaires

²² Prêcheur 1, 10

²³ CSU über Schweizer Haltung zur EU orientiert, dans "NZZ online", 6.1.2011

²⁴ www.eda.admin.ch / Département fédéral des affaires étrangères, "La neutralité de la Suisse"

²⁵ "Mit Geld allein gewinnt man nicht", dans: St. Galler Tagblatt, 11.1.2011.

des grandes puissances. Et Madame Leuthard d'ajouter au congrès de la CSU: **"Mais le gouvernement fédéral prépare les étapes vers l'intégration"**.²⁶

Madame la Présidente de la Confédération, **les anciens Confédérés n'utilisaient pas le terme de neutralité, mais parlaient de "se tenir tranquille". La neutralité active est en contradiction avec ce principe, c'est même une contradiction en soi.**

(C'est presque comme si on disait un "socialiste économe" ou un "démocrate-chrétien fidèle à ses principes". D'où aussi le dicton: "Je ne suis pas droit, je ne suis pas courbe, je suis un démocrate-chrétien.")

La pression étrangère est bien là, les adeptes de l'alignement le sont aussi – malheureusement jusqu'au gouvernement, jusqu'à la majorité du Parlement fédéral²⁷ et, détail encore plus regrettable, jusqu'au niveau de quelques rares leaders économiques comme le chef du Credit Suisse, Walter Kielholz. Etonnant aussi, le grand nombre d'adaptes parmi les professeurs d'Université.

Mais restons réalistes:

- **la résistance contre l'abandon de la Suisse,**
- **la résistance contre les pressions de l'extérieur – il s'agit tout au plus de "mini-pressions",**
- **la résistance contre l'adhésion à l'UE,**
- **la résistance contre l'élimination de la démocratie directe,**
- **la résistance contre la violation de la neutralité,**
- **la résistance contre le laxisme en politique d'asile, des étrangers et des sans-papiers,**
- **la résistance contre le minage des piliers de l'Etat suisse,**
- **la résistance contre le noyautage de l'indépendance,**

cette résistance est incarnée depuis 20 ans par l'UDC et par elle seule. Et cette résistance ne cède pas. Ce n'est pas par hasard si l'UDC est devenue le parti le plus fort de Suisse.

Mesdames et Messieurs, à l'heure actuelle cette résistance est le premier de nos devoirs. Celles et ceux qui veulent sauver la Suisse doivent voter UDC en 2011. Parce que l'UDC s'engage encore et toujours pour la Suisse.

La défense des intérêts de la Suisse retrouvera la place qu'elle mérite à la Berne fédérale uniquement si l'UDC gagne ces élections.

Voyons la situation de plus près:

²⁶ CSU über Schweizer Haltung zur EU orientiert, dans "NZZ online", 6.1.2011.

*Note motion Markwalder

²⁷ Le postulat 09.3560 "Politique européenne" de Christa Markwalder (PLR) du 10.6.2009 a été signée par la majorité du Conseil national.

Le fait que la **gauche – composée du PS et des Verts – veuille entrer dans l'UE** est clair. Les programmes politiques de ces partis sont en accord avec leurs actes.

Le **PDC** a clairement décidé en 1998 lors de son congrès de Bâle qu'il voulait faire **entrer la Suisse dans l'UE**. Ce parti **refuse aussi obstinément de retirer la demande d'adhésion** déposée à Bruxelles. Il va de soi qu'il dira en cette année électorale 2011 que l'adhésion à l'UE n'est pas un sujet de discussion **pour le moment**. Il a trop peur des électeurs.

Le **PLR** est présidé par un homme qui est membre de NOMES, une organisation pro UE. Et de plus ce parti se lance dans la campagne électorale au Conseil des Etats avec l'euro-fanatique Christa Markwalder. En 1995 déjà, le PLR a approuvé l'objectif de l'adhésion à l'UE. Il a même fait un pas de plus dans sa "Vision 2007" où il recommande l'entrée dans l'OTAN.

Aujourd'hui, en cette année électorale 2011, le PLR annonce bruyamment que son objectif n'est plus l'adhésion, mais la "voie bilatérale".

Mais à ce jour les radicaux n'ont toujours pas donné la preuve de leurs belles intentions en soutenant, par exemple, la proposition de retirer la demande d'adhésion déposée à Bruxelles.

Quel est le nouvel objectif du PLR en politique extérieure? Jusqu'ici c'était l'adhésion à l'UE. Aujourd'hui, on parle tout à coup de la voie bilatérale. L'objectif n'est plus l'objectif, mais la voie qui y conduit. Mais où nous conduit cette voie? Dans l'UE? Vers une Suisse indépendante? Dans ce cas, le PLR devrait être pour le retrait de la demande d'adhésion et déclarer: "L'objectif stratégique de la politique extérieure est l'indépendance de la Suisse." Mais il ne le fait pas. **La politique extérieure du PLR est désormais une politique sans objectif.** Pour ce parti, l'essentiel est de se montrer actif. **On trotte sur la voie bilatérale sans se demander où elle mène.**

Pour le plus grande parti gouvernemental de Suisse, la situation est claire: l'objectif est et restera la sauvegarde de l'indépendance. La demande d'adhésion doit être retirée.

L'UDC exige du Conseil fédéral de s'opposer aux vellétés expansionnistes de l'UE au lieu de leur céder en permanence.

Les objectifs de la Suisse sont l'indépendance, la liberté et la démocratie directe. Et non pas l'adhésion à l'UE, l'intégration, l'influence étrangère sur notre politique. C'est ce qui est stipulé dans la Constitution fédérale. Il s'agit là des objectifs fondamentaux de l'Etat suisse.

Mais que fait le Conseil fédéral?

L'objectif de la politique extérieure du Conseil fédéral se cache derrière plusieurs **rideaux de fumée**. Le but de cette dissimulation est de cacher l'intention véritable – l'adhésion à l'UE – de toute l'administration fédérale, y compris le secrétaire d'Etat Ambühl.

Madame la Présidente de la Confédération, en tant que présidente et ministre des affaires étrangères vous jouez un rôle-clé à ce niveau. Peut-être vous répondrez-nous. Nous avons en tout cas cherché des explications.

Au printemps 2003, soit cent jours après votre entrée en fonction, vous parliez encore clair en public. Vous disiez en effet ce qui suit: "Les relations entre la Suisse et l'UE ne sont malheureusement que de nature bilatérale. J'espère cependant que dans un avenir pas trop lointain nous puissions discuter dans un contexte multilatéral. " Et, un peu plus loin: "En intensifiant les relations bilatérales avec l'Union européenne, nous pouvons préparer le terrain à l'adhésion." ²⁸

En tant que Suisse, on ne peut qu'être inquiet en vous entendant, Madame la Présidente de la Confédération, déclarer le **19 août 2010** après la séance spéciale du Conseil fédéral sur la politique européenne:

"A court terme, Mesdames et Messieurs, une adaptation de la voie bilatérale est inévitable, car la poursuite de la voie bilatérale n'est plus pensable selon les modalités en vigueur jusqu'ici." ²⁹

Et vous avez aussi dit à l'époque: **"Pour surmonter ces difficultés nous devons d'une manière ou d'une autre, que ce soit par un accord-cadre ou des règles EEE, définir des procédures qui garantissent l'homogénéité du droit applicable."**

Nous y voici de nouveau, à ce langage de l'alignement!

L'affaire est pourtant fort simple. L'objectif de la politique extérieure est défini dans la Constitution et il a fait ses preuves depuis des centaines d'années. Il figure à l'article 2 de la Constitution fédérale actuellement en vigueur et que les membres de notre gouvernement ont fait serment de respecter:

"La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays."

En lieu et place, le Conseil fédéral forme un groupe de travail composé de membres de l'administration et chargé **"d'élaborer avec l'UE des idées de solution pour répondre aux questions institutionnelles." ³⁰**

On en rirait si la chose n'était pas si sérieuse. La création de commissions ou de groupes de travail est généralement l'expression du désarroi de l'autorité qui y procède.

²⁸ Calmy Reys heimliche Post, dans: "NZZ am Sonntag", 4.5.2003.

²⁹ Micheline Calmy Rey, conseillère fédérale, lors de la conférence de presse du Conseil fédéral, 19.8.2010.

³⁰ Le Conseil fédéral mise sur la continuité dans les relations avec l'UE et poursuit sur la voie bilatérale. Communiqué de presse du Conseil fédéral, 19.8.2010

Non, Mesdames et Messieurs, l'affaire est simple si on s'en tient à la Constitution fédérale. Nul besoin d'un groupe de travail à cet effet.

Il n'existe qu'un mandat:

- la protection de la liberté
- la protection des droits du peuple
- la sauvegarde de l'indépendance
- la sécurité du pays.

Ce mandat est donné par la Charte suprême du pays, la Constitution fédérale. Celle-ci ne laisse pas de place

- à une adhésion à l'UE
- à de nébuleuses liaisons institutionnelles
- à des discussions sur l'intégration
- à la reprise automatique du droit UE.

En revanche, ce mandat constitutionnel nous donne la force

- **de nous opposer à l'UE et à son intention de faire disparaître de la carte de l'Europe le non-sens géostratégique qu'est à son avis la Suisse;**
- **de répondre ce qui suit à l'UE: si vous ne voulez pas conclure d'autres contrats avec la Suisse, alors renoncez-y!**
- **de parler un langage simple.** Ainsi, le conseiller fédéral UDC Friedrich Traugott Wahlen a répondu comme suit en 1961 aux responsables de la CE lorsqu'il devait leur annoncer que la Suisse ne voulait pas faire partie de cette organisation:

"Le peuple, le Parlement et le gouvernement sont d'accord pour admettre que nous ne pouvons pas prendre des engagements qui ne sont pas clairement définis et approuvés par avance ou, en d'autres termes, que nous ne pouvons monter sur un bateau dont nous ne connaissons ni le cap ni la destination et dont nous ne pouvons pas définir la route." ³¹

Terminé, point final!

Même si les autres partis refusent de faire de l'adhésion à l'UE un thème électoral en 2011, même si on ne veut pas **pour le moment** déclencher une discussion sur l'adhésion à l'UE en cette année électorale 2011 comme l'a dit la conseillère fédérale Doris Leuthard devant la CSU, une certitude demeure: **durant la législature 2012-2016 à venir, l'adhésion à l'UE et les liens institutionnels entre la Suisse et l'UE constituent le thème politique. C'est durant la prochaine législature que les aiguillages seront manœuvrées – direction UE ou direction la Suisse.**

Il est donc important de savoir qui on envoie à la Berne fédérale! Et il est important que l'UDC soit bien présente au Conseil national, au Conseil des Etats et au Conseil fédéral. Faute d'un personnel adéquat, l'affaire va mal tourner.

³¹ Alfred A. Häslér (Hrsg.): Friedrich Traugott Wahlen, dem Gewissen verpflichtet, Zeugnisse aus den Jahren 1940 bis 1965, Zurich 1966.

Il est donc important pour l'UDC de gagner les élections 2011.

Voter UDC, c'est voter pour la Suisse.

Les Suisses votent UDC!

L'UDC, le parti qui s'engage pleinement pour

- la liberté
- l'indépendance
- les droits du peuple
- la souveraineté

de la Suisse.

VIII. Etats banqueroutiers – Fonds monétaire international

Si la Suisse va moins mal que l'UE, si elle est moins endettée que les Etats de l'UE, mais aussi que les Etats-Unis ou le Japon, c'est pour une seule et unique raison:

la Suisse a adopté une forme étatique très particulière; elle est régie par la démocratie directe; elle est indépendante sur la base d'une neutralité permanente et armée; elle dispose de droits de la liberté bien marqués et elle est plus fédéraliste que les autres pays.

Voilà pourquoi elle n'est pas membre de l'UE – et elle ne peut pas le devenir sans se perdre.

Malheureusement, l'indépendance de la Suisse et la caractéristique suisse de réfléchir avant de dépenser de l'argent ne sont pas seulement abandonnées dans la question de l'adhésion à l'UE.

Les autres partis gouvernementaux et **la Banque nationale ont perdu la tête et le sens de leur devoir devant la crise de l'endettement international et de l'euro. Ils ont perdu la boussole.**

En des périodes d'incertitude, de crises, de banqueroutes d'Etats et de menaces de faillites bancaires, il est plus important que jamais que l'Etat s'en tienne aux principes qui ont fait leurs preuves et surveille ses fonds. Je ne connais aucune mère de famille qui, en période de vaches maigres, jette des deux mains l'argent par les fenêtres. C'est pourtant exactement ce que l'on pratique au Palais fédéral et à la Banque nationale.

Dans la précipitation la plus complète, la ministre suisse des finances et la Banque nationale en tant que créancière ont voulu faire accepter durant la session d'hiver par les deux chambres un crédit de 16,5 milliards de francs pour le Fonds monétaire international (FMI). Contrairement à son véritable mandat, donc la stabilisation des monnaies, le Fonds monétaire international est aujourd'hui censé surmonter la crise de l'endettement de pays

industrialisés et soutenir des banques allemandes, françaises et britanniques qui ont accordé des crédits trop risqués à des pays en difficulté.

L'adhésion au FMI a été approuvée peu avant la votation sur l'EEE et contre la résistance acharnée de l'UDC. Si l'UDC s'était imposée à l'époque nous ne serions pas membre du FMI aujourd'hui. La Suisse subit aujourd'hui les conséquences néfastes de cette erreur.

C'est sur un ton de commandement qu'on nous ordonne aujourd'hui la solidarité. Personne n'avait dit à l'époque au peuple que **la Suisse serait un jour contrainte de soutenir massivement des pays européens** – et probablement bientôt aussi des pays membres des Etats-Unis – et leur politique financière déficitaire.

Le FMI actuel est différent de l'institution à laquelle le peuple avait accepté d'adhérer en 1992. Il s'arroge de plus en plus de pouvoir, cherche de plus en plus à tout contrôler et règlementer et personne ne sait qui sauvera le FMI lorsque lui aussi commencera à chanceler.

Le Conseil des Etats a approuvé en un tournemain le crédit supplémentaire de 16,5 milliards de francs et le Conseil national s'y ralliera. Une fois de plus, l'UDC reste ferme et s'oppose à ce crédit.

Le quotidien zurichois "NZZ" jubilait et titrait: "L'alliance malsaine entre l'UDC et le PS n'aura probablement pas lieu".³²

L'alliance qui s'est constituée, à savoir le PS, le PLR et le PDC, a voté non seulement pour ces 16,5 milliards de francs, mais aussi pour une augmentation de l'aide au développement. Le chantage socialiste sur les partis du centre a porté des fruits: "Nous ne soutiendrons le crédit FMI que si vous approuvez par la même occasion une hausse de 800 millions de francs du crédit pour l'aide au développement." Il va de soi que les partis du centre se sont inclinés.

Il va de soi aussi que la "NZZ" n'a pas qualifiée de "malsaine" l'alliance des plus grands gaspilleurs d'argent.

Pour la NZZ, cette alliance est sans doute "saine".

Reste que la plus grande alliance, à laquelle appartient aussi la NZZ, est "l'alliance des hypocrites".

L'UDC combattra ce crédit qui constitue un risque insupportable. Ce montant représente un tiers des fonds propres de la Banque nationale qui est la fortune du peuple. Il s'agit de presque un tiers du bilan de la Confédération!

Les Suisses paient le sauvetage des Etats UE surendettés et le sauvetage des banques UE. Qui plus est, la répartition des risques est totalement injuste: **la Suisse paie 2268 dollars par habitant contre seulement 686 pour l'Autriche, 496 pour la**

³² Die IMF-Kreditlinien sind mehrheitsfähig. Unheilige Allianz zwischen SVP und SP kommt wahrscheinlich nicht zustande, dans: "NZZ", 12.1.2011.

grande Allemagne et 362 pour l'Italie. Mais cela ne dérange manifestement pas la Banque nationale, le Conseil fédéral, le Conseil des Etats et le Conseil national.

Et une fois de plus les adeptes de l'alignement se manifestent: si la Suisse refuse de participer au programme de sauvetage de l'euro, **Bruxelles serait très indisposé**, nous dit le Conseil fédéral.

Bien entendu, le Conseil fédéral sait fort bien que le peuple réserverait un accueil critique à ce crédit monstrueux. Voilà pourquoi il ne veut même pas soumettre ce traité d'Etat au référendum facultatif.³³

IX. La Banque nationale

L'affaire a éclaté au grand jour: **la Banque nationale suisse a fait un déficit monstrueux, soit 21 milliards de francs. Si elle n'avait pas réévalué ses réserves d'or, la perte serait même de 27 milliards.** Les cantons, la Confédération et les particuliers concernés devront sans doute renoncer dès l'année prochaine et pour longtemps aux dividendes de la BNS.

Comment cela est-il arrivé?

Comme lors de ses engagements au FMI pour atténuer la crise de l'endettement, la Banque nationale a également outrepassé son mandat lors de l'achat de devises. Ne se contentant pas de veiller à la stabilité des prix, **elle a non seulement joué les sauveteurs des Etats endettés via le FMI, mais elle a aussi voulu participer au sauvetage de l'euro.** Ainsi, la BNS a acheté, en plus des 50 milliards de francs de devises qu'elle détenait déjà fin 2008, 48 milliards supplémentaires en 2009, puis 150 milliards supplémentaires durant les quatre premiers mois de 2010. Du coup, les réserves monétaires – notamment en euros – ont atteint 240 milliards de francs, ce qui a conduit une perte de change de 26 milliards. Cette somme doit être mise en relation avec les fonds propres de la BNS, soit 66 milliards. Un tiers est donc d'ores et déjà perdu.

Mesdames et Messieurs, c'est un fait incontestable. **La BNS s'est lancée dans des affaires spéculatives extrêmement risquées. Voilà le résultat de la folie des grandeurs et de grossières erreurs d'évaluation. Cela ne pouvait que rater!**

Les principaux lésés dans cette affaire – les contribuables, en particulier – ont le droit d'être **informés**; ils ont le droit à ce que des **mesures de surveillance**, voire des **sanctions** soient prises; ils ont le droit à ce que des **règles** soient imposées pour éviter la répétition de pareilles erreurs.

De nombreuses questions attendent une réponse. Le peuple suisse souhaite par exemple savoir s'il est vrai que **la Suisse est soudainement devenue créancière pour quelque 160 milliards de d'euros de pays de la zone euro** parce que la Banque nationale a procédé à des acquisitions spéculatives d'emprunts en euros.

³³ Hans Kaufmann: Et qui sauve le FMI. Document de travail pour l'UDC, 9.1.2011.

Cela n'est pas tolérable. L'UDC doit agir et elle va le faire. Voici comment elle interviendra.

1. Interpellation urgente

L'UDC déposera aux Chambres fédérales une interpellation urgente au contenu suivant:

Interpellation urgente du groupe de l'Union démocratique du centre concernant le curieux comportement en affaires de la BNS

Le mandat à proprement parler de la BNS, c'est-à-dire avant tout la sauvegarde de la stabilité des prix, a été excessivement étendu ces derniers temps. Le Directoire de la BNS ainsi que le Conseil de la banque n'ont pas répondu à leurs obligations, abusant par la même occasion de la confiance fondée en eux. La BNS a en effet réalisé en 2010 une perte de 26 milliards de francs dans les affaires de devises parce qu'elle a jugé opportun de porter ses réserves de devises à 240 milliards de francs en prenant des risques inadmissibles. Il faut malheureusement partir de l'idée que les membres du Directoire et le Conseil de la banque ont laissé faire le président du directoire comme chef opérationnel au lieu d'intervenir pour corriger le cap ou, du moins, pour exiger des explications sur le comportement douteux du président. L'UDC a aussi toutes les raisons de soupçonner que le devoir d'informer n'a pas été respecté. Pour éviter la répétition d'erreurs d'estimation aussi désastreuses, une enquête doit être ouverte sur le comportement du directoire de la BNS et les éventuels fautifs doivent être sanctionnés. En outre, des comptes doivent être rendus aux contribuables suisses.

Partant de ce qui précède, les questions suivantes se posent:

- 1. Selon quels critères les membres du directoire de la BNS sont-ils proposés à l'élection par le Conseil fédéral?*
- 2. A quelles vérifications le Conseil fédéral a-t-il procédé de son côté?*
- 3. La procédure d'élection est-elle comparable à celle d'une grande banque où prévaut le principe de la cooptation pour occuper des postes au niveau suprême de la direction de l'entreprise?*
- 4. Quels processus d'autorisation sont prévus pour des décisions de politique monétaire ayant une portée aussi importante? Si ces processus existent, ont-ils été respectés?*
- 5. Faut-il partir du principe que les membres du directoire laissent agir librement leur chef opérationnel?*
- 6. La population suisse a-t-elle été suffisamment informée du fait qu'à certaines périodes les réserves en euros de la BNS correspondaient à un crédit à proprement parler de plus de 160 milliards de francs aux pays de la zone euro?*

7. *Est-il exact que la Suisse est le principal créancier de l'Allemagne? Si oui, la Suisse ne s'est-elle pas placée ainsi dans une dangereuse dépendance? Qui est responsable de cette situation?*
8. *Qui est responsable du dommage économique énorme qui s'est produit en un court laps de temps?*
9. *Il s'est avéré que ces interventions ont eu lieu avec un cours de change correspondant approximativement à la parité du pouvoir d'achat. Aucun spécialiste ne parlait à l'époque d'une surévaluation du franc suisse.*
10. *Sur quels arguments se base l'affirmation selon laquelle l'économie suisse était à l'époque menacée d'une déflation?*
11. *Que se passerait-il si la BNS tombait en faillite? Quels seraient les effets directs et indirects et quels seraient les lésés directs et indirects?*

2. La responsabilité

Les graves erreurs commises par la BNS soulèvent la question de la **responsabilité**. Or, il suffisait ces dernières semaines et ces derniers jours de poser ce genre de question pour arriver à un constat évident: personne ne veut être responsable. Le Directoire de la BNS est-il seul responsable? La responsabilité incombe-t-elle au Conseil de la banque, au Conseil fédéral, voire au Parlement? L'idée que la Banque nationale puisse tomber en faillite n'est pas simplement une vue de l'esprit. **La perte de la BNS atteint le même montant que celui de la perte que l'UBS avait réalisée sous l'ancienne direction.** Les lésés de l'affaire UBS étaient cependant les actionnaires alors que dans le cas de la BNS tout le peuple suisse est perdant. Dans l'affaire UBS, les responsables, soit Messieurs Ospel, Häring, Rohner et Kurer, avaient dû démissionner.

La Banque nationale n'est-elle pas soumise aux mêmes règles de responsabilité?

L'UDC exige du Conseil fédéral qu'il fasse toute la lumière sur les responsabilités et les éventuelles conséquences personnelles au niveau de la BNS. Nous n'accepterons pas des excuses faciles du genre qu'au moment de l'achat des devises le franc suisse était surévalué ou encore qu'il y avait risque de déflation (à laquelle strictement personne ne s'attendait à l'époque) ou encore que l'industrie des machines avait fait de fortes pressions. Il ne s'agit là que de prétextes faciles pour tenter de justifier un échec. Les managers ont toujours des explications pour leurs échecs. **Il s'agit ici de définir les responsabilités et de les faire assumer.**

3. Mesures immédiates

Le Conseil fédéral et le Conseil de la Banque doivent immédiatement veiller à ce que le Directoire de la Banque nationale se concentre sur ses tâches prioritaires. Il n'a pas à s'occuper d'autre chose.

4. Motion pour imposer de nouvelles règles à l'UBS

Il est évident que **le Directoire de la BNS dispose aujourd'hui d'une liberté sans borne. Le Directoire actuel sous la conduite de Philipp Hildebrand a exploité**

excessivement cette liberté d'action et il a commis des erreurs de spéculation monstrueuses.

Comment en est-on arrivé là?

Autrefois les cours de change étaient fixes (couverture-or, puis couverture-devises). Sous le régime de la couverture-or, la BNS devait demander **l'accord du Parlement** pour, par exemple, modifier ses priorités. **La primauté de la politique s'appliquait à cette époque, si bien que les limites de compétence de la Banque nationale étaient données.** Avec le passage au régime des cours de change flexibles, **toutes les restrictions à la liberté d'action du Directoire sont tombées** et la politique a omis d'en fixer de nouvelles.

La BNS a donc pu agir à sa guise. Cependant, une large liberté d'action implique aussi des responsabilités, surtout quand cette liberté est utilisée abusivement.

L'UDC exige donc dans une **motion que des mesures soient prises pour limiter à l'avenir ce risque:**

- **par analogie au frein à l'endettement qui visait à rappeler à l'ordre un Conseil fédéral et un Parlement indisciplinés,**
- **il est urgent, compte tenu de la portée des décisions en politique monétaire, d'introduire des processus disciplinant la BNS dans ses prises de décision.**

A l'avenir le Parlement devra être consulté si certains montants sont dépassés lors de l'acquisition de devises et d'autres achats.

5. Proximité politique

La proximité manifestement excessive de la BNS et de la politique doit cesser. Aujourd'hui, on ne sait plus très bien si la BNS conduit le Conseil fédéral – comme dans le cas des engagements pour le FMI – ou si le Conseil fédéral surveille la BNS.

6. Considération finale

La Banque nationale se plaint actuellement à jouer un **rôle bien visible auprès des Etats endettés, dans les tentatives de sauvetage de l'euro ou en matière de réglementation des banques commerciales.** Cette attitude lui vaut un avertissement biblique:

"Tu vois la paille dans l'œil de ton frère, mais tu n'aperçois pas la poutre dans ton œil?"³⁴

Vous le voyez bien: la présence de l'UDC est une fois de plus nécessaire. **Tout simplement parce que la "sainte alliance" du PS et des partis du centre se contente de trotter sagement derrière le FMI, la BNS et les autres instruments de gaspillage d'argent.**

³⁴ Matthieu 7,3

Une raison de plus: les Suisses votent UDC!

X. Que faut-il faire? Les Suisses votent UDC!

Vous le voyez bien: la situation se clarifie. **Les élections 2011 deviennent une votation sur un sujet très concret. La Suisse ne restera suisse que si l'UDC gagne les élections.** Ce ne que dans ces conditions que

- la Suisse n'adhère pas à l'UE;
- la Suisse d'adhère pas au Conseil de sécurité de l'ONU;
- la Suisse ne prend pas le chemin des Etats banqueroutiers de l'UE;
- la Suisse ne conclut pas d'accords bilatéraux restreignant sa marge de manœuvre;
- le franc suisse reste une monnaie saine dans l'intérêt des personnes exerçant une activité lucrative, des épargnants, des rentiers, de toutes les citoyennes et de tous les citoyens;
- la dette de l'Etat reste modérée;
- les citoyens sont renforcés et non pas l'Etat;
- les impôts, taxes et redevances baissent;
- la Suisse résiste aux pressions de l'UE;
- la sécurité du pays est garantie;
- la banque nationale reste ce qu'elle était jusqu'à ce jour: solide et en premier lieu une surveillante de la stabilité des prix.

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, vous vous engagez à ce que l'UDC s'impose le 23 octobre 2011 aussi bien **au Conseil national qu'au Conseil des Etats**. Faisons tous un effort pour sauvegarder notre liberté et notre indépendance, pour le bien de notre superbe pays!